

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

068-226800019-20080526-2008\_00310\_STE-AR

Conseil Général  
Haut-Rhin 

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 29/05/2008  
Publication 13/06/2008

Pour le Président du Conseil Général  
par délégation



Direction de la Solidarité  
et de la Certification  
des Établissements Sociaux

  
Stéphanie LAURANT  
Le Chef de Service

Colmar, le 26 MAI 2008

Du **ARRETE 2008 00310 DSOL**

**portant fixation du prix de journée 2008  
du Centre Maternel Mineures de « L'Ermitage » à MULHOUSE**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et  
notamment l'article 45 ;

**VU** les propositions de l'établissement ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

1/2

Hôtel du Département  
100, avenue d'Alsace  
BP 20351  
68006 Colmar Cedex

Tél. 03 89 30 68 40  
Fax 03 89 21 72 81  
tarif.etab@cg68.fr  
www.cg68.fr

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

Pour l'exercice budgétaire 2008, les dépenses et les recettes prévisionnelles du Centre Maternel Mineures de « L'Ermitage » à MULHOUSE sont autorisées comme suit :

Dépenses	
Groupe I	91 200,00 €
Groupe II	713 171,29 €
Groupe III	78 762,00 €
Total des dépenses	883 133,29 €

Recettes	
Groupe I	811 098,41 €
Groupe II	37 884,00 €
Groupe III	22 821,00 €
Incorporation du résultat	11 329,88 €
Total des recettes	883 133,29 €

**ARTICLE 2 :**

Le Prix de Journée applicable au Centre Maternel Mineures de « l'Ermitage » à MULHOUSE est fixé à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008 à :

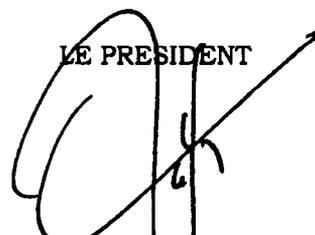
**146,08 €**

**ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officielle du Département.

LE PRESIDENT  
  
Charles BUTTNER